

Synthèse de la table ronde

Transformer l'économie, créer des solidarités.

Animateur : **Didier Jouve**, Vice-Président délégué à l'aménagement du territoire du Conseil régional Rhône-Alpes

Témoin : **Robert Lion**, ancien Président de Greenpeace France, ex-directeur de la Caisse des Dépôts et Consignation, candidat du rassemblement des écologistes en Île-de-France

Partant du constat que nous sommes désormais attendus pour construire et agir, et non plus seulement témoigner, les écologistes ont tenu à ce que ce moment de construction collective entre égaux puisse avoir lieu. L'objectif de cette table ronde est de poser les jalons du projet économique que nous porterons à l'occasion des élections régionales de mars 2010. Comme l'a introduit Didier Jouve, conseiller régional vert et animateur de séance, trois orientations générales sont à explorer:

- ***un autre rapport à l'économie:*** les écologistes souhaitent promouvoir une économie qui respecte les patrimoines communs, qui reste efficace tout en assumant ses responsabilités sociales et environnementales, en conformité avec le concept de « performance globale ».
- ***un autre rapport à l'espace:*** forts du constat qu'il n'existe pas d'espaces insensibles, les écologistes souhaitent une économie relocalisée, articulée autour de villes vivables et à taille humaine et offrant le même accès à l'espace à tous. Sur ce point, Muttiah Yoganathan ajoute que la relocalisation de l'économie ne doit pas se faire au détriment des pays du sud, qui verraient ainsi disparaître une partie importante de leurs exportations. Un équilibre est donc à trouver. Selon D. Jouve, la relocalisation de l'économie devra s'accompagner d'une atomisation de l'activité économique, afin que l'emploi ne soit pas centrés autour de quelques grands centres (cette proposition sera critiquée plus tard: atomiser l'activité revient à créer des déplacements supplémentaires, donc de la pollution).
- ***un autre rapport à l'humain:*** le projet économique des écologistes suppose une nouvelle échelle de valeur, basée sur la coopération, la solidarité et non plus sur la compétition et l'individualisme, conduisant aux inégalités sociales et aux désastres écologiques.

Les prises de parole successives ont permis de faire apparaître des consensus et de nommer les défis à relever. D'une manière générale, la discussion s'est articulée autour des points suivants: Quel rapport à l'économie de marché ? Quelle vision pour la Région ? Et, en terme de politiques publiques concrètes, quels leviers pour la transformation écologique de l'économie ?

Quel rapport à l'économie de marché ? Vers un élargissement de la notion de « performance ».

Pour une économie élargie, contre la réduction de l'économie au marché.

Les écologistes prennent acte de la domination actuelle de la logique capitaliste sur l'économie. Néanmoins, cette domination tend à faire croire qu'il n'y aurait d'économie possible que de marché, et que capitalisme et économie sont synonymes.

Nous dénonçons cette confusion nocive pour les solidarités sociales et le respect des patrimoines communs (savoirs, ressources naturelles, etc.). Nous militons pour un *élargissement* de la notion d'économie, c'est à dire pour une économie qui corrige l'*hypertrophie* de la logique du marché en la *subordonnant* à d'autres logiques, telles que la durabilité, la solidarité, l'intérêt général, etc. La question n'est donc plus « *pour ou contre l'économie de marché ?* » mais bien « *quelle place octroyer au marché ?* ».

Nous ne pourrions être à la hauteur des enjeux écologiques qui s'annoncent si nous conservons une telle définition réduite et productiviste de l'économie. Tout ne doit pas être marchandise. Aussi, les écologistes souhaitent ré-ouvrir le débat public sur les indicateurs de richesse, l'actuel Produit Intérieur Brut (PIB) étant à la fois dangereusement réducteur et obsolète.

Afin de rendre possible ce changement de modèle, nous croyons utile de forger un nouveau concept qui recouvre la réalité de cette « économie plurielle et élargie ». Des suggestions ont été formulées: *économie humaine*, *économie d'initiative* ou *économie avec marché* en sont trois exemples.

Le concept de « performance globale », vers un élargissement des critères de réussite.

Pendant longtemps, du fait des rapports de force politique ou, parfois, de notre propre timidité, les écologistes n'ont développé leur compétence que dans l'économie dite « périphérique »: l'économie sociale et solidaire, le monde associatif, etc. A présent, nous voulons déghettoiser notre parole et nous adresser à l'économie dite « centrale »: le monde du travail, de l'entreprise, de la production et des services. Pour ce faire, nous devons avoir à disposition un arsenal théorique opératoire.

Un des concepts mis en avant lors de cette table ronde fut celui de « performance globale ». Il indique la nécessité de *re-finaliser* la performance économique, c'est à dire de lui donner des objectifs nouveaux. Nous sommes en rupture avec la définition productiviste classique de la performance économique, telle qu'elle prévaut au sein de la droite de gouvernement, et même encore chez une certaine partie de la gauche de gouvernement. Pour nous, il ne suffit plus qu'une entreprise crée toujours plus de production matérielle et d'emplois pour qu'elle soit jugée « performante ».

De même que nous voulons élargir la notion d'économie afin de nous la ré-approprier, nous voulons enrichir le concept de performance: les critères de performances et de richesse devront être modifiés. Sans démocratie interne, sans solidarité ni souci de l'environnement, une entreprise ne pourra être considérée comme performante. La puissance publique devra alors cesser de l'aider à développer ou à pérenniser son activité, comme nous le verrons plus loin pour les leviers économiques de la Région.

Conclusion: pour une économie transversale.

Plus que d'une réforme politique, il s'agit là de mettre en place un nouveau modèle culturel, une nouvelle échelle de valeur. Nous sommes conscients que, ce faisant, nous nous heurterons à un système puissant et installé.

L'idée qui préside à ces considérations de fond est qu'il n'est plus possible de faire de l'économie *vertueuse* sans un regard *transversal* sur l'activité de la société dans son ensemble: au même titre que le taux de production ou que la création d'emploi aujourd'hui (unique boussole des gouvernants actuels), la solidarité sociale, la démocratie interne, la responsabilité environnementale, le respect des patrimoines communs ou encore la durabilité doivent devenir des critères de performance économique. Tout n'est pas marché, et le marché doit internaliser les critères écologistes.

Une fois les enjeux de cette nouvelle grille de lecture énoncés, voyons comment les écologistes se proposent de l'appliquer à la Région et de déterminer les leviers qui permettront sa réalisation.

2. Quelle vision pour la Région ? Vers une plus grande transversalité.

Robert Lion, ex-président de Greenpeace France, ex-directeur de cabinet du Premier Ministre Pierre Mauroy et actuel candidat sur la liste Île-de-France du rassemblement des écologistes, a présenté sa vision de l'avenir de la Région. L'Union Européenne de demain a en effet de fortes chances d'être une « Europe des Régions », pour peu que certaines régions, notamment françaises, voient leur taille augmenter. Cette avancée serait à situer dans le prolongement de la politique de décentralisation initialisée en France dès 1981. Sur ce point, le rapprochement de régions françaises (PACA et Languedoc-Roussillon par exemple) accélérerait ce processus, ainsi que le prévoit le projet de réforme territoriale remis par Édouard Balladur au Président de la République. A terme, la constitution d'euro-régions autonomes des frontières nationales est à envisager comme une hypothèse de travail sérieuse: ainsi une euro-région pourrait regrouper les régions Midi-Pyrénées, Aquitaine et le Pays Basque espagnol, par-delà l'actuelle frontière franco-espagnole. Une autre euro-région pourrait rassembler la Région Nord-Pas-de-Calais et la région belge francophone, par-delà l'actuelle frontière franco-belge.

La Région actuelle: entre principe de compétitivité et endettement public.

Selon la formule de Didier Jouve, la Région Rhône-Alpes est actuellement un « *nain politique et un géant économique* »: chaque service accorde en effet des subventions de façon sectorielle sans vision transversale et globale. Elle n'aborde la société avec aucune grille de lecture. Ce vide politique laisse libre cours à la compétition entre territoire, à qui obtiendra le plus de fonds régionaux. De plus, les critères de performance économiques qui guident actuellement l'attribution de subventions demeurent trop *sectoriels*, c'est à dire productivistes, et visent trop souvent les plus grandes entreprises.

Cela vaut pour la Région Rhône-Alpes comme pour d'autres collectivités territoriales, telles que le Département de l'Isère. Celui-ci en effet, comme le rappelle Olivier Bertrand, conseiller départemental, alloue $\frac{3}{4}$ de son budget subvention à ST-Microelectronics, dont le chiffre d'affaire 2008 s'élève à 9 842 milliards de dollars. On retrouve le même schéma de fuite en avant financier dans le dossier Center Parc.

Cette sectorialisation bornée des services, doublée d'une croyance en la compétitivité des territoires, conduit à un gaspillage de l'argent public inacceptable confinant à l'explosion des dettes publiques. Aussi, la Région telle que nous la pensons emprunte des chemins différents.

La Région écologiste: la transversalité au service d'un projet politique durable.

Dans l'hypothèse où les élections régionales de mars 2010 déboucheraient sur un rapport de force politique favorable aux écologistes, un des premiers chantiers de la mandature sera, selon Didier Jouve, de *dé-sectorialiser* les compétences régionales afin de créer des objectifs thématiques globaux à l'échelle d'un ou de deux mandats. Objectifs sur lesquels la Région sera amenée à rendre des comptes.

Par exemple, dans l'esprit de la performance globale, s'engager à développer l'économie verte, notamment la filière bois (forte demande), supposera une coopération des services de l'éducation (nouvelle offre de formation et revalorisation des métiers manuels), du patrimoine (quelle gestion des forêts ?), de l'économie (quels critères de performance ?), etc.

Conclusion: un projet politique global et maîtrisé contre un territoire régional atomisé.

La vision des écologistes pour la Région Rhône-Alpes diffère du modèle qui a été jusqu'à présent mis en avant: *désectorialisation* et *transversalité* de l'action publique contre soutien sans cohérence à l'activité économique, performance globale contre productivisme et compétitivité des territoires. Ces divergences devront donner lieu à des négociations claires avec nos partenaires politiques, notamment en vue du second tour des élections régionales de mars 2010.

Après avoir esquissé la silhouette de la Région souhaitée par les écologistes, voyons à présent les leviers susceptibles de réaliser cette transformation économique.

3. Quels leviers de transformation économique ?

Nous l'avons dit plus haut, la transversalité des problématiques économiques, traduites par la notion de performance globale, donne lieu à une approche *dé-sectorialisée* de l'activité économique. Aussi, dans la série des leviers retenus lors des assises régionales de l'écologie, il ne sera pas surprenant de trouver des mesures relevant de la recherche, du foncier, de la formation, de l'agriculture, etc. La société reprend en main son fonctionnement économique.

Les interventions économiques de la Région Rhône-Alpes.

Didier Jouve a présenté ainsi les trois niveaux d'intervention de la Région en matière économique:

- **Son porte-monnaie propre**, c'est à dire les commandes publiques. Ce premier volet est un levier de changement important car il concerne des millions d'euros d'investissement en Rhône-Alpes. Adossé à des critères écologistes, ce levier aurait un poids particulièrement symbolique. A l'échelle nationale, la commande publique représente 15% du PIB. Sur ce sujet, il convient de distinguer entre « *endettement imbécile* », de type subventions aux grands

groupes, et « *endettement d'investissement* », notamment autour du financement des TPE, PME et établissements scolaires.

- **Ses aides financières directes**, en tant que « Région Incitative ». Là encore se pose la question des critères d'attribution des fonds (actuellement « performance bornée », demain « performance globale »).
- **Sa capacité à bâtir les schémas régionaux du développement économique**, de l'éducation ou de la recherche, bien que cette capacité englobante ait été négligée lors de la dernière mandature. Principal chantier des écologistes. Bien souvent, la Région ne fait qu'allouer des fonds complémentaires à des dossiers portés par d'autres collectivités territoriales, se privant ainsi de toute initiative stratégique. Cette absence de réflexion globale pénalise la recherche fondamentale et place la recherche appliquée en position de force.

Le choix des acteurs: l'économie sociale et solidaire et/ou le monde de l'entreprise ?

Traditionnellement, les écologistes ont milité pour le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS, ou tiers secteur), qui représente 10% de l'activité économique nationale. A cet égard, les écologistes se sont montrés lucides sur les limites de l'ESS: bien que sociale et solidaire, ce type d'économie n'en a pas moins des objectifs de rentabilité.

Si ce soutien est à poursuivre tout en restant réaliste, nous avons manifesté la volonté de refuser l'enfermement dans « l'économie périphérique » et d'avoir un discours clair sur le monde du travail et de l'entreprise, notamment des Petites ou Moyennes Entreprises (PME) et Très Petites Entreprises (TPE).

Selon M. Yoganathan en effet, la transformation de l'économie passe par la transformation à l'intérieur de l'entreprise, en conditionnant le versement des aides régionales à la mise en place de responsabilités environnementales et d'un fonctionnement de la démocratie interne qui ne soient plus indexés sur l'impératif capitaliste de rentabilité croissante. Les PME et TPE peuvent être des acteurs de la *relocalisation pérenne* de l'économie et les soutenir ne ferait qu'apporter du crédit à « l'économie d'initiative » telle que nous la défendons. La Région serait d'une grande aide en faisant émerger, puis en stabilisant, des secteurs économiques nouveaux et régis par des critères écologiques. Par exemple la filière bois. Cet élargissement de la parole écologiste au monde de l'entreprise présupposerait de mettre de côté le « *discours larmoyant* » pour qui « *l'entreprise c'est le vice* ». La performance globale peut ici être entendue comme le soutien apporté à la fois à l'ESS et au monde de l'entreprise.

Le monde du travail: « travailler mieux pour vivre mieux ».

Face au durcissement généralisé des conditions de travail, contrecoup du « *travailler plus pour gagner plus* », Pierre Meriaux, inspecteur du travail à Grenoble, souhaite que les écologistes aient une parole claire sur la réduction du temps de travail, et le passage aux 32 heures hebdomadaires. Cette proposition va tellement à l'encontre du courant que P. Meriaux demande si les écologistes sont « *prêts à prendre des coups sur ce sujet* ». Il souhaite enfin opposer le « *travailler mieux pour vivre mieux* » au « *travailler plus pour*

gagner plus ».

Le levier recherche.

Il a été évoqué la possibilité de distribuer les fruits de la recherche technologique fondamentale et appliquée aux PME et TPE, et plus uniquement aux Clusters et Pôles de compétitivité. Bien souvent en effet, mener une activité de Recherche et Développement (R&D) coûte cher ce qui empêche les entreprises de petites tailles d'innover. Ce non-accès à l'innovation les condamne à se placer en situation de soustraction vis à vis des entreprises puissantes et installées. Un consensus a été dégagé de voir les entreprises qui soustraient à d'autres une partie de leur activité rendre des comptes sur ces contrats.

Le levier foncier.

Nous avons tous convenu de la nécessité d'une politique foncière régionale, à l'instar de Thierry Billet, élu à Annecy. Une telle politique à l'échelle régionale permettrait de choisir quel type d'agriculture nous voulons voir émerger. Marie-Odile Novelli, conseillère régionale iséroise, a, quant à elle, rappelé que la régulation du foncier est privée à 80% et que les marges de manœuvre de la Région sont à cet égard limitées. Elles le sont d'autant plus que les compétences en matière d'agriculture sont dévolues au Département.

Didier Jouve a néanmoins rappelé que, dans le programme des écologistes pour les élections régionales de 2004, figurait le projet de créer un établissement public foncier régional. La lourdeur administrative pour le mettre en place et les rapports de forces politiques défavorables aux écologistes ont finalement interdit la réalisation de ce projet. Il est apparu comme nécessaire et urgent que les citoyens « *reprennent la main* » sur le foncier, à l'image de l'association Terre de Liens, subventionnée par la Région Rhône-Alpes à la demande des élus écologistes.

Le levier formation.

Le levier formation était en filigrane de toute la discussion: par son action en matière de formation et d'éducation, la Région doit s'engager à faire naître, puis à accompagner, une économie verte validée par la performance globale.

A ce titre, un effort est à fournir en matière *d'éducation* et *d'offre éducative*. Au cours des prochaines années, des nouveaux savoirs vont devoir émerger, des savoirs intégrant tous les critères écologiques (exemple: architecture biologique, filière bois, autonomie des individus, etc.). Pour cette raison, un consensus a été dégagé sur la nécessité de revaloriser les savoirs manuels, trop souvent synonymes de « *choix par défauts* », voir de demi-échecs. La création de filières éducatives centrées autour d'activités économiques vertes est prioritaire (ex: BEP ou CAP Métiers de l'Écologie, etc.).

Dans un esprit d'« *audace sur les lycées et collèges* », il a également été proposé d'ouvrir ces établissements le week-end, les soirées et les vacances afin de former les élèves et les adultes, sur la base du volontariat, à des savoirs pratiques et techniques. Par exemple pour apprendre à faire un système électrique, à réparer un panneau solaire, etc. Au-delà du savoir faire immédiat, il s'agirait là également de matérialiser l'idéal du citoyen autonome sur lequel se fonde la démocratie écologiste.

Conclusion: la transversalité, fondement de l'économie écologiste.

Tous les échanges menés lors de cette table ronde sur la transformation économique et

la création de nouvelles solidarités partagent la conviction qu'il est nécessaire et urgent de bâtir une vision sociétale de l'économie, nécessite traduite par la notion de « *performance globale* », concept clé de cette réunion. Un des avantages de cette lecture est qu'elle réconcilie les écologistes avec le « centre » de l'économie. Elle déghettoïse leur parole et leur permet de répondre à des questions qui les handicapaient parfois: quel rapport à l'économie de marché ? Quel rapport au capitalisme et à l'entreprise ? Ou encore quelle vision économique pour la Région ?

4. Conclusion générale

Robert Lion le notait en conclusion: les écologistes font aujourd'hui face à un enjeu de taille. Plus que de réformes politiques, il s'agit de promouvoir un nouveau modèle, une nouvelle pensée politique. L'enjeu n'est pas seulement technique, il est culturel. Déclinée dans le chapitre économie, cette nouvelle sensibilité doit nous amener à établir une « *critériologie* » de la décision économique beaucoup plus complexe que l'actuelle « *créer et garder des emplois* ». Il revient aux écologistes d'élaborer, à l'échelle régionale comme à l'échelle nationale, cette panoplie plus vaste.